

Postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts au nom du Forum interparlementaire romand (FIR) - Le point régulier sur nos hautes écoles, acteurs clés de nos cantons

Développement

La Suisse a une richesse fondamentale : la formation dispensée par ses hautes écoles, y compris les HES — les universités de métiers. Ses retombées positives sur le dynamisme de nos économies sont visibles dans tous nos cantons. Des améliorations doivent cependant encore être apportées à notre système. Alors qu'il devrait y avoir avant tout complémentarité entre les différentes écoles, on constate qu'il y a concurrence et doublons entre elles. La Suisse, avec son fédéralisme et ses lois actuelles, ne permet à la Confédération que d'inciter, mais pas d'imposer et de contrôler ces compétences partagées entre des acteurs cantonaux (les universités), intercantonaux (les HES) et fédéraux (écoles polytechniques).

De fait, les synergies entre les hautes écoles et le terrain ne sont pas encore optimales, alors même que pour les HES, par exemple, il y a obligation légale de former pour des professions. De plus, il y a inadéquation dans l'accompagnement et le soutien public de la mutation d'entreprises existantes vers des technologies développées par nos écoles : des instruments économiques et politiques très variés, et pas forcément coordonnés selon les niveaux, ont été créés dans tous nos cantons.

Ainsi, une politique économique globale partagée entre cantons et Confédération, n'existe pas à ce jour ; elle est cependant présentement discutée au parlement fédéral. Celle-ci, au vu des enjeux, devrait clairement être appréhendée en dépassant les territoires cantonaux. Enfin, le manque de moyens soit de la part des pouvoirs publics soit de la part des privés pour accompagner le passage de l'innovation au produit d'intérêt pour le marché est relevé par les acteurs du terrain.

Conscients de la nécessité d'encourager de manière plus efficace ce lien entre les diverses politiques de formation supérieure et l'économie au sens large (économie des entreprises, mais aussi économie publique et parapublique telle que santé, social, éducation, culturel), les députés présents au séminaire du FIR-Forum Interparlementaire Romand sur la valorisation de nos hautes écoles expriment la nécessité qu'un état des lieux régulier leur soit fait par leurs autorités cantonales soit:

- dans un premier temps, sur les débats en cours au niveau fédéral sur la formation et sur le contrôle démocratique que les divers parlements exercent et exerceront sur cette politique aux enjeux cruciaux pour notre pays,
- sur les synergies développées et à développer entre les hautes écoles universitaires, polytechniques et spécialisées,

- sur le retour sur l'investissement octroyé par le biais des budgets "recherche et développement" de toutes nos hautes écoles via nos budgets cantonaux, et
- sur les ajustements réciproques entre formation et "économie", afin de coller à la réalité du terrain, d'une part, et de répondre à une volonté politique d'encourager certains domaines d'étude, d'autre part, cela tout en préservant la liberté de la recherche et l'autonomie des hautes écoles.

Ces demandes vont être relayées dans les différents cantons romands et auprès des parlementaires fédéraux.

Souhaite développer et demande le renvoi en commission.

Au nom du FIR – Forum Interparlementaire Romand:

Nyon, le 21 juin 2011.

(Signé) *Fabienne Freymond Cantone et 42 cosignataires*

M^{me} Fabienne Freymond Cantone : — La formation est une richesse fondamentale de notre pays et de notre canton. Le *Numerus* de ce mois nous rappelle que près de 100'000 Vaudois entrent chaque année dans les Hautes écoles suisses. Celles-ci sont reconnues au niveau international pour leur qualité. Elles forment les acteurs du tissu économique de demain. Sachant cela, le Forum interparlementaire romand (FIR) a organisé une séance ouverte à tous les députés cantonaux romands, et aussi nationaux, pour mieux comprendre ce monde des Hautes écoles : qui le commande, qui le paie, quels en sont les retours au niveau global et, plus particulièrement, pour l'innovation, moteur de notre société et de notre économie au sens large ?

Le constat fait lors de ce séminaire est qu'il s'agit d'un monde où il y a beaucoup d'imbrications cantonales, intercantionales, fédérales, des budgets très variés, des actions qui ne sont pas toujours coordonnées entre les cantons, voire entre les Hautes écoles. De plus, au niveau fédéral, la formation et la recherche pourraient être réunies dans un même département. Une nouvelle loi sur les Hautes écoles est en discussion aux Chambres. Vous l'avez compris, par le biais de ce postulat, développé aussi dans les autres cantons romands par des représentants du FIR, nous aimerions comprendre comment fonctionnent nos Hautes écoles, comment on se projette avec le nouveau fonctionnement pensé au niveau fédéral, comment on fait, canton par canton et Confédération, pour avoir un système de formation dans les Hautes écoles le plus efficace possible — c'est clair, nous ne voulons pas de doublon — mais aussi meilleur dans le développement de certains domaines d'études, tout en préservant, bien sûr, la liberté de recherche et l'autonomie des Hautes écoles. Merci de renvoyer ce postulat à une commission, où nous aurons déjà des explications de la cheffe du département, voire un suivi par un rapport.

La discussion n'est pas utilisée.

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.